

Gabon/Politique : Le gouverneur de la BEAC chez Ali Bongo Ondimba...

10-03-2015

Luc Abaga Nchama a été reçu, hier en audience par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Ce fut l'occasion pour le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) de faire à son hôte le point de la situation économique de la sous-région.

Hier, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), l'Equato-Guinéen, Lucas Abaga Nchama, a été reçu par le chef de l'Etat, président en exercice de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Ali Bongo Ondimba. Il était question de faire le tour de la situation des pays de la sous-région.

Ainsi, l'hôte du président de la République a relevé les indicateurs positifs de la plupart des pays membres de la BEAC. Faisant le bilan de l'exercice 2014, le banquier a indiqué que le taux de croissance est de 5%. Tout en soutenant que, malgré la chute vertigineuse du cours du baril de pétrole, la tendance devrait être maintenue dans les mêmes proportions en 2015.

D'ailleurs, face à cette crise qui touche tous les pays de la sous-région, des efforts ont été multipliés en vue d'encourager les réformes structurelles des économies. Ce d'autant plus que, à travers la diversification des ressources, le cap de croissance est appelé à se maintenir. Non sans considérer que pour atteindre l'émergence des Etats, cette croissance devra être plus élevée, inclusive et plus durable. Il a noté que le Gabon aurait pu vivre durablement ladite crise pétrolière, si la politique du gouvernement n'avait pas pris à temps des mesures en ce sens.

Le programme économique régional a été un des sujets également abordés. M. Abaga Ncham a souligné que celui-ci devrait favoriser le financement des projets d'infrastructures. Tout en signifiant qu'il pose la double problématique du taux d'intérêt et de la durée des crédits. Cet échange a, en outre, donné lieu à un tour des questions en rapport avec les projets de l'institution bancaire de la sous-région au Gabon et la situation économique intérieure.